



Les organisations prédisent une vaste mobilisation dans les rues de Marseille.

Pouvoir d'achat. Six organisations syndicales appellent à manifester jeudi à Marseille.

La Marseillaise 22/01/2008

Pouvoir d'achat. Six organisations syndicales appellent à manifester jeudi à Marseille.

Veillée d'armes chez les fonctionnaires

■ C'est hier depuis la Bourse du Travail que les syndicats ont développé les revendications les ayant amenés à décider de la journée de grève et d'action de ce 24 janvier sur la question du pouvoir d'achat. Thème de prédilection du candidat UMP devenu aujourd'hui sujet tabou pour le gouvernement, il y a en effet loin de la coupe aux lèvres pour quelque 5 millions de salariés du public désireux, après les journées d'action du 18 octobre et du 20 novembre derniers, d'amplifier la mobilisation et de muscler le rapport de forces.

Pour Jean-François Longo, secrétaire général de la FSU, « le contentieux est sérieux ». « Depuis 2000, le pouvoir d'achat des fonctionnaires a chuté de 7%. Il y a bien eu une discussion avec le ministre Woerth mais celui-ci s'est borné à évoquer des garanties individuelles, une sorte de prime au mérite, mais pas de revaloriser l'indice. »

Même analyse pour Bernard Cheval de la CFTC pour qui cette individualisation des carrières n'est que « la conséquence lourde de menaces de l'ultra libéralisme ».

« La progression du rapport de forces », c'est ce qu'appelle de ses vœux Jean-Luc Botella pour la CGT. « Le gouvernement entend le mécontentement grandir. Il parle de tout, du rachat des RTT au prix du caddie. De tout, sauf précisément de l'augmentation des salaires. A la Poste, où je travaille, le salaire de base est d'environ 1 000 euros. Avec ça, comment peut-on vivre ? C'est là un enjeu priori-

taire d'autant que l'augmentation des salaires est une question liée à celles de la protection sociale et des retraites. Si elle était mise en œuvre, elle réglerait une bonne partie des problèmes en relançant l'économie. Au lieu de ça, en maintenant les salaires au plus bas, Medef et gouvernement ont beau jeu de s'attaquer aux régimes soli-

Départ du cortège Porte d'Aix

■ Environ 50 000 manifestants lors de la dernière journée d'action, c'est le record qu'espèrent bien battre les organisations syndicales CGT, CFDT, CFTC, FSU, Solidaires et Unsa qui seront rejointes à cette occasion par les étudiants de l'Unef et les médecins urgentistes.

Le cortège s'ébranlera dès 10 heures de la Porte d'Aix pour un parcours devant rallier la Préfecture via le cours Lieutaud.

Quant à lui, le syndicat FO rassemblera ses troupes sur le Vieux-Port avant de converger avec la manifestation unitaire.

A noter pour l'anecdote que certains secteurs de Marseille et communes du département ont décidé d'instaurer un service minimum dans les écoles primaires en réquisitionnant des employés municipaux pour improviser une garderie. A moins bien sûr que ceux-ci ne soient en grève...

naires au prétexte des déficits. Pour les salariés du public comme du privé, les revendications sont très fortes. » A titre d'exemple, un préavis de grève a été déposé dans le service courrier au sein duquel entre 500 et 1 000 emplois sont aujourd'hui menacés pour le seul département.

Salarié des Impôts, Frédéric Larrivée (CGT) opère un calcul aussi simple que peu réjouissant : « Avec la hausse de l'inflation et la stagnation des revenus, une infirmière diplômée bac plus 3 gagnera l'équivalent du Smic d'ici trois ans. » Et de dénoncer la casse des services publics accompagnant cette disette : « A Port-de-Bouc, la ville la plus pauvre du département, on ferme la recette des Impôts. Il doit y avoir une consultation de tous : salariés, mais aussi usagers, élus et associations. »

« Un marché de dupes », prévient Jean-Marc Cavagnara (CFDT) : « Le jour de vérité entre les salariés et l'Etat est arrivé. Le fameux slogan d'un président du pouvoir d'achat a tombé le masque. Ce n'est qu'un marché de dupes. L'Etat veut tout simplement instaurer le même type de gestion que dans le privé. Au passage, l'utilisateur devient un client. Encore faudra-t-il qu'il soit solvable pour y prétendre. »

Un discours unitaire partagé par l'Unsa et les Solidaires qui prendront toute leur place dans le cortège marseillais. En attendant d'en remettre une couche, en cas de surdité persistante du gouvernement.